lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE | PARAIT LE MARDI | N° 314 — SEMAINE DU 3 AU 9 SEPTEMBRE 1974 | PRIX : 2 F

rentrée :

LES TRAVAILLEURS AURONT A SE BATTRE POUR LEUR NIVEAU DE VIE

courrier

Urbanisme et transports en « zones résidentielles bourgeoises »

A Montmorency, le gros de la population ouvrière est logée aux Champeaux, sur la route d'Enghien à Domont. Le travail est, lui, par contre, assez éloigné. Des centaines de travailleurs et travailleuses ont recours chaque jour aux transports par route, privés ou collectifs. Ceux-ci sont l'apanage et l'exclusivité de la CTU, antenne locale d'un réseau de sociétés réparties sur tout le pays.

Il a fallu lutter pendant des années pour contraindre la CTU à traiter avec les municipalités (réactionnaires) du secteur. Parents d'élèves, usagers locaux ont fini par obtenir des améliorations. Mais les prix, eux, ont augmenté bien plus vite que la fréquence des rotations sur les lignes.

Pour effectuer les 4,5 km des Champeaux à la gare d'Enghien, il faut acquitter le prix d'une carte à 11 F pour six jours par semaine, n'y donnant pas droit le dimanche. Quant au ticket personnel séparé, c'est au minimum 3,20 F aller et retour qu'il faut dépenser.

Des sociétés comme la CTU marchent à la rentabilité. En juillet, elle supprime le tiers des rotations sur les lignes desservant Montmorency, plateau des Champeaux et Andilly. Tant pis, les prolos dormiront moins et marcheront plus !

La florissante section socialiste de Montmorency n'a pas jusqu'à présent lancé une action de masse sur le problème. Dans son organe local, on bavarde volontiers sur l'environnement, les transports, etc. Mais la volonté d'en finir avec le monopole de la CTU ne s'exprime que par de pieux souhaits.

Le PCF, dont le fief est le quartier des Champeaux, ne semble pas jusqu'à ce jour devoir faire autre chose que son allié du Programme commun. (...)

Il y a ici, à Montmorency-Enghien, des travailleurs, minoritaires en nombre. Mais il faut que ces hommes et ces femmes prennent conscience de la force que leur action unie pourrait représenter. Là encore, il faut mettre les pieds dans les reins des partis du Programme commun et de leurs adversaires bourgeois, dirigeants en place dans les mairies. A cette condition, ils se réveilleront !

P.M.

La situation à Montmorency est malheureusement la même que dans de nombreuses localités de banlieue. Quant à l'inaction des organisations de gauche, elle est, dans la plupart des cas, tout aussi générale. Il ne reste alors qu'une solution aux usagers : prendre eux-mêmes le taureau par les cornes, en s'organisant comme cela a été fait dans de nombreuses localités, en Comités d'Usagers des Transports en Commun, et en mettant au pied du mur tous les responsables : administration préfectorale, dont dépend la répartition des lignes, compagnies de transport, publiques et privées, municipalités, partis, etc. La colère des usagers doit se faire entendre.

Dijon :

Mort d'un appelé du contingent

Des camarades dijonnais nous ont fait parvenir la lettre suivante qui relate les conditions de la mort d'un soldat du contingent au cours d'un exercice.

Nouvelle victime de l'imbécilité criminelle des gradés et, plus généralement, d'une armée dont le seul but reste de briser par tous les moyens les jeunes du contingent, quitte à les pousser à la mort.

Camarades,

Jeudi 15 août dans la matinée, la vie s'arrêtait pour une jeune recrue au SAMU à Dijon. La presse, la radio épiloguent sur cet accident.

Qu'en est-il au juste ? Que s'est-il passé ? Par cette lettre, il faut que la vérité soit connue à partir des témoignages des jeunes soldats qui ont vécu le déroulement des choses.

Dans un premier temps, nous avions à courir un 5.000 mètres le matin après 8 heures. L'heure venue, il y eut un changement de programme et on a couru effectivement à 16 h 30 sous un soleil de plomb (plus de 30° C). Un premier point sur l'incurie des gradés : depuis notre incorporation nous n'avons eu que deux courses de résistance, un 1.000 mètres et un 1.500 mètres. Donc, en dehors de ceux qui pratiquent cette discipline dans le civil, personne n'était préparé physiquement à subir une telle épreuve. Avant le départ du 5.000 mètres, nous avons fait un grimper de corde (avec les bras uniquement). Avant le départ, l'adjudant des sports nous met en condition : **«Vous pouvez tous arriver dans les temps, la caisse est solide, il suffit de vouloir.** »

Jusqu'aux 1.500 mètres, tout se déroule normalement, très peu s'arrêtent. Passé ce cap nous nous arrêtons les uns après les autres pour reprendre notre souffle que nous ne contrôlons plus. Les brutes galonnées nous font reprendre sous les invectives les plus humiliantes. L'un de nous, Paul Guichard, se surpasse. Il arrive au 5.000 mètres et s'écroule. Il ne peut plus retrouver son souffle. Après quelques minutes, les gradés le voient mal en point et l'appuient à un arbre. Ils le laissent encore ainsi quelques minutes sans secours. Paul perd connaissance. Ses lèvres ont doublé de volume. On se décide enfin à le traîner jusqu'au fort. Il restera encore au poste de police sans que personne ne sache quoi faire. Enfin, pendant que l'on appelle l'ambulance, on le transporte à l'infirmerie, au grand mécontentement du lieutenant-maréchal qui trouve que l'ambulance vient trop souvent au fort ! L'ambulance venant d'une autre caserne de Dijon située à 10 km, on peut dire que notre camarade a dû attendre une demi-heure supplémentaire et sans AUCUN SOIN, puisque au fort l'infirmerie n'est équipée que d'un lit et d'une table. Enfin, Paul est évacué à l'hôpital militaire qui le dirigera sur un centre de réanimation avec un autre camarade mal en point lui aussi mais qui pourra être sauvé. Car Paul Guichard, lui, est mort, d'après le médecin qui l'a soigné, d'insolation foudroyante.

On ne peut pas parler d'accident, et cette affaire démontre une fois de plus la bêtise criminelle de l'armée.

Le fort d'Hauteville étant situé en dehors de Dijon, en cas d'accident il nous faut attendre l'ambulance alors qu'il n'y a sur place aucun personnel qualifié pour porter au moins les premiers secours. Nous, soldats du contingent, affirmons que Paul Guichard a été assassiné par l'incurie criminelle de l'appareil militaire.

Dijon, le 19 août 1974.

Rouen :

Licenciement au Centre Tri-PTT Gare

La section CFDT Tri-Gare de Rouen nous a demandé de publier la lettre ouverte qu'elle vient d'adresser au président de la République. Ce que nous faisons bien volontiers.

Monsieur le président de la République,

Nous avons l'honneur de rappeler à votre mémoire un certain nombre de promesses que vous avez formulées au cours de votre campagne électorale, ainsi que lors de vos premières prises de position en tant que président de la République.

Nous avions cru comprendre que vous étiez favorable à l'élargissement des libertés individuelles, à la suppression des fichiers à caractère politique, détenus d'ailleurs illégalement par les services des Renseignements Généraux, que vous feriez le nécessaire pour assurer la garantie de l'emploi. Il n'est pas dans notre intention, aujourd'hui, de faire le relevé de toutes les promesses que vous avez faites, mais de nous appuyer sur celles qui touchent plus particulièrement le cas d'un de nos camarades, licencié sans motif avoué, ou plutôt, pour délit d'opinion. En effet, ce collègue de travail, auxiliaire à Rouen-Gare, est licencié, alors que le centre de tri recrute actuellement d'autres auxiliaires, alors que son casier judiciaire est vierge, alors qu'il n'a commis aucune faute professionnelle. Nous constatons donc que les promesses que nous vous rappelons ci-dessus n'ont apparemment aucune efficience, puisque des travailleurs sont toujours licenciés, sur des motifs politiques, syndicaux ou touchant la vie privée des individus, à partir de fichiers qui devraient avoir disparu, et tout cela au mépris de la plus élémentaire sécurité de l'emploi. Et si l'Etat se permet d'avoir plus de 30 % de ses travailleurs sans statut et à la merci d'une décision ressemblant de très près aux trop fameuses lettres de cachets d'un temps qui semblait révolu, qui donnera l'exemple d'une véritable politique de la sécurité de l'emploi, d'un véritable respect des libertés individuelles ?

Nous pensons, monsieur le président, qu'il est grand temps de passer aux actes sur des problèmes aussi importants.

Dans l'immédiat, nous vous demandons d'étudier le cas de notre camarade Antoine Schumann, licencié du centre de tri postal de Rouen-Gare sans motif, et de donner une réalité à la garantie de l'emploi pour l'ensemble des auxiliaires.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le président de la République, l'expression de notre considération attentive.

Le 20 août 1974.
La Section CFDT-PTT
Centre de tri postal Rouen-Gare.

Belfort :

Comment « Majestic Confection » traite ses employées

Chers camarades,

Je tiens à porter à votre connaissance les faits suivants :

Je travaille depuis environ 6 mois au « Majestic Confection », une petite entreprise qui emploie une trentaine d'ouvrières. Malade depuis deux mois pour une sciatique, j'ai reçu une lettre de licenciement me signifiant mon renvoi à partir du 20 juillet : **« Malgré les nombreuses mises en garde que nous vous avons faites, vous continuez à ne pas venir à votre poste de travail ».** En fait, mes absences sont légalement justifiées à mon employeur par les feuilles de Sécurité sociale.

Je suis inscrite à l'Agence Nationale Pour l'Emploi qui m'a fait comprendre qu'il me serait difficile de trouver un emploi du fait de ma maladie nécessitant un travail assis. Or je suis obligée de travailler pour élever mes deux enfants et subvenir aux besoins de ma mère âgée de 85 ans. Je me suis présentée à l'Inspection du Travail qui ne semble pas pressée de faire respecter mes droits. Il ne me reste plus qu'un seul recours : les prud'hommes.

Je tiens aussi à vous signaler que ma mère, veuve depuis avril, est sans ressources depuis cette date.. Malgré plusieurs interventions et une lettre au maire de Belfort, nous nous sommes entendu répondre : **« Elle a 85 ans, elle n'a qu'à faire comme les autres, elle n'a qu'à attendre ! ».** Encore un exemple significatif de la pagaille administrative qui règne à la Sécurité sociale.

Après une vie de labeur et de difficultés quotidiennes, se retrouver licenciée est humiliant. Dans cette société, être malade est un luxe et, comme le dit mon mari, si nous ne sommes pas révolutionnaires, nous le devenons.

Salutations fraternelles.

G.J.

Cette lettre se passe de longs commentaires. Elle n'est qu'un des milliers d'exemples quotidiens qui illustrent fort bien le mépris du patronat et des pouvoirs publics vis-à-vis de ceux qui travaillent et plus généralement vis-à-vis de toutes les petites gens.

Mais, tôt ou tard, ces derniers ne supporteront plus d'être traités comme les laissés pour compte de la société.

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
4 ter, rue du Bouloi
Département Presse Offset

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865
PARIS CEDEX 18

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F	de 390 F à 650 F suivant pays

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

RENTRÉE :

Les travailleurs auront à se battre pour leur niveau de vie

A la veille du retour de vacances, le président de la République a voulu nous rassurer par un discours.

Il a évidemment rappelé les quelques mesures spectaculaires prises depuis son élection : droit de vote pour les jeunes à 18 ans, assouplissement de la loi sur l'avortement, promesse d'assouplissement de la loi sur le divorce, promesse de laisser plus largement pénétrer la presse dans les casernes.

C'est là tout le changement. C'est-à-dire tout juste quelques réformettes qui ne font que mettre partiellement un terme à une situation scandaleuse et qui, de plus, ne coûtent rien.

Au-delà de ces petits changements, il y a ce qui continue.

Et ce qui continue et qui s'accélère, c'est la hausse des prix. Et le dernier indice officiel de juillet qui marque une hausse de 1,3 % vient sérieusement contrarier l'optimisme présidentiel. Cette hausse des prix, durement ressentie par les travailleurs, s'exerce surtout sur les produits alimentaires et les services, c'est-à-dire sur la consommation de ceux qui travaillent.

M. Fourcade, ministre de l'Economie et des Finances, a lancé l'opération « coup de frein à la hausse des prix » pour le lundi 2 septembre. Sans rire, on nous annonce que la baisse prévue, loin de porter sur l'ensemble des produits, s'appliquera principalement sur les articles de la rentrée scolaire. Dans sa déclaration du 27 août, le président de la République a préféré éviter de souligner le ridicule de l'opération de son ministre des Finances en s'abstenant d'en parler.

Pour s'attaquer à la hausse des prix, il faut réduire l'inflation : Monsieur Giscard d'Estaing nous assure que le gouvernement a, pour cela, « mis en place un dispositif nécessaire d'une ampleur suffisante ». En fait, ni Giscard ni le gouvernement ne tiennent à une baisse, ni même à un ralentissement de la hausse des prix, tant qu'ils ne provoquent pas de conflits sociaux trop durs. Car les rentrées fiscales prévues par le budget au titre de la TVA tiennent compte d'une augmentation des prix de 10 à 12 % minimum.

Le problème pour le gouvernement n'est donc pas de stopper la hausse des prix mais de la faire admettre aux travailleurs.

C'est pourquoi il s'est adressé d'abord aux ouvriers, en leur demandant sur un ton quelque peu menaçant de renoncer aux augmentations de salaires. Pour se justifier, il a eu l'audace de prétendre que, dans le dernier trimestre, les prix avaient augmenté seulement de 4 %, tandis que les salaires avaient progressé de 6 %. Et comme il doute de la crédulité des travailleurs devant de telles affirmations, il « rêve » de voir les syndicats lui donner un coup de main pour les convaincre.

Monsieur Mitterrand, leader de la gauche, que soutiennent les syndicats, « ne condamne pas les intentions de M. Giscard d'Estaing mais attend pour voir ». Quant aux organisations de gauche, dès le lendemain de la déclaration présidentielle, elles sont allées frapper à la porte de l'Elysée, munies de protestations contre la vie chère qu'elles font signer depuis déjà plusieurs semaines, et ont été chaleureusement accueillies... par la police.

Alors, qu'y a-t-il à attendre ? Que faut-il voir de plus ? Les mesures gouvernementales, nous les connaissons : c'est d'accepter la hausse des prix et le chômage, pour permettre aux capitalistes de maintenir et d'accroître leurs profits.

Il est grand temps de développer la contre-offensive ouvrière, et autrement qu'à coups de pétitions.

Pour cela, il faut un programme autrement hardi que de réclamer le report des échéances du paiement de l'impôt.

Il faut imposer :

— Contre la hausse des prix : l'échelle mobile de tous les salaires.

— Contre les licenciements : la répartition du travail entre tous et la réduction générale du temps de travail.

— Contre la faillite du capital : l'application d'un plan de production excluant le profit et tenant compte uniquement des besoins matériels, intellectuels et culturels de l'ensemble de la population.

Les luttes de la rentrée sont inévitables. Alors, donnons-leur des objectifs sérieux.

Arlette LAGUILLER.

SERVICE MILITAIRE :

Des mesures qui ne règleront rien

LES déclarations du ministre de la Défense nationale, annonçant son intention de « libéraliser » le service militaire, démontrent une nouvelle fois qu'en ce domaine, comme dans bien d'autres, le gouvernement fait beaucoup de bruit pour rien.

Les deux premiers points des déclarations de Soufflet concernent la suppression du « piston » et la création d'une véritable égalité entre appelés. Quand on sait que, depuis plus de vingt ans, on proclame cette égalité, quand on connaît les rapports existant entre les militaires et l'appareil d'Etat, il serait absurde de croire que quoi que ce soit changera dans ce domaine.

La mesure qui fait le plus de bruit est celle qui permettrait une plus grande liberté de la presse dans les casernes. Actuellement, plus de deux cent cinquante journaux y sont interdits. Cette mesure viserait à en interdire une dizaine « seulement », jugés antimilitaristes, comme **Crosse en l'air, Lutte antimiliitariste...** De toute façon, les chefs de corps auront la possibilité, d'après un article du Code du service national, d'interdire à leur gré tout numéro de n'importe quelle publication qu'ils considéreraient comme antimilitariste. Autant dire que nombreuses seront celles qui seront supprimées avant leur entrée dans les casernes.

Quant aux autres mesures, sur la libéralisation des permissions, l'augmentation des responsabilités, le développement du sport ou des visites surprises, rien de bien nouveau non plus.

En fait, quand bien même le gouvernement voudrait voir des mesures de libéralisation vraiment appliquées, il ne pourrait pas les réaliser. L'armée en effet, de par son but, sert à briser les jeunes, à les embrigader, pour en faire ensuite des êtres dociles qui acceptent l'exploitation, et, pour ce faire, elle se sert d'individus formés dans cet esprit. Aussi tous les officiers et sous-officiers continueront-ils à vouloir imposer aux jeunes leur discipline, leur mépris, leur loi. Cela, d'autant plus facilement que l'encasernement et la complicité de la hiérarchie le permettent. Car les « droits » du bidasse n'existent pas d'aujourd'hui seulement. Le Code militaire permet toujours à un appelé de protester contre les insultes ou les brimades. Mais dans les faits, s'en servir et chercher à réclamer justice, ou seulement contester une sanction arbitraire, en amène une plus importante, la hiérarchie se serrant les coudes et se liguant contre ceux qui protestent.

D'ailleurs, sur Europe n° 1, un « juteux », sans aucun doute représentatif de cette catégorie de militaires, disait clairement qu'il en ferait « baver » « aux électeurs de dix-huit ans ». Ces juteux abrutis sont maîtres dans les casernes, et la bourgeoisie, qui en a trop besoin pour effectuer ses sales besognes, n'ira évidemment pas leur imposer de force des mesures un tant soit peu libérales.

En fait, ce n'est pas la libéralisation du service militaire qu'il faut réclamer. Le service militaire n'est utile qu'à la bourgeoisie, et pas aux jeunes travailleurs qui sont appelés à le faire. Car dire que l'armée fait d'un jeune « un homme », qu'il est nécessaire de passer pendant douze mois entre les mains de « juteux » pour avoir du plomb dans la tête, ou autres fadaises de ce genre, revient à accepter sans broncher toutes ces brimades, sous prétexte que, finalement, le service militaire sert à quelque chose. Le but unique du service militaire, c'est d'embrigader la jeunesse, d'en faire non pas des êtres majeurs mais des gens soumis, prêts à accepter l'exploitation et toutes les injustices.

A BAS LE SERVICE MILITAIRE.

Pierre PLUMIER.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur société**

Page 4
— **En bref.**
— Italie : contre les fascistes, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes.
— Maroc : encore sept opposants fusillés.
— Qualité de la vie : de la charité baptisée « charte ».
— Prisons : l'exception et la règle.
— Il n'y a pas de bonnes prisons, il n'y a qu'une société barbare.

Page 5
— **Caracas, la conférence sur le « droit de mer ».**
— La ruée vers « l'or bleu ».
— Le profit contre le poisson et l'homme.

Pages 6 et 7
— **Du 15 juillet au 15 août : la caravane de Lutte Ouvrière,** de nombreux échos.

● **Dans les entreprises**

Page 8
— Echos des entreprises.

Page 9
— Peugeot (Sochaux) : le travail aux « congés »...
— Creusot-Loire (Le Creusot) : des employés qui ne manquent pas de souffle.

DANS LE MONDE

Page 12
— L'indépendance de la Guinée-Bissau : une victoire des combattants africains.
— Portugal : le gouvernement « reconnaît » le droit de grève... et en interdit l'application.

DIVERS

Page 10
— Feuilleton : **Le dernier civil,** d'Ernst Gläeser.

Page 11
— Livres : **Au-delà du marxisme,** de Henri de Man.
— Cinéma : **Grandeur nature,** de Luis Berlanga.

APPEL AUX ARTISTES A L'OCCASION DES FETES REGIONALES DE LUTTE OUVRIERE

La fête traditionnelle de Lutte Ouvrière bénéficie chaque année de la participation bénévole de plusieurs dizaines d'artistes qui viennent ainsi apporter leur soutien au mouvement révolutionnaire et affirmer des sympathies pour l'extrême-gauche de ce pays. Cette sympathie que le mouvement révolutionnaire rencontre dans les milieux d'artistes, limitée mais réelle, traduit l'influence grandissante de l'extrême-gauche depuis mai 68, ainsi que la vitalité de nos idées.

Les révolutionnaires renouent ainsi avec une vieille tradition du mouvement ouvrier. Depuis bien longtemps, les syndicats, les partis de gauche organisent des fêtes pour rassembler leurs militants et sympathisants, pour soutenir leurs activités. Et, depuis bien longtemps, les artistes ont trouvé là une occasion de manifester leur sympathie pour le monde du travail, de faire plaisir aux participants et de se produire devant un public ami en dehors des contingences professionnelles, du moins dans le sens commercial du terme.

Et aujourd'hui, alors que le mouvement révolutionnaire se développe, qu'il a l'occasion de rassembler par centaines et par milliers des travailleurs qui sympathisent avec les idéaux du socialisme, nous sommes convaincus que les artistes qui se sentent partie prenante dans notre combat ou proche de lui auront à cœur, lorsque les occasions se présentent, de participer et d'animer les manifestations qui pourront être organisées.

C'est justement le cas : Lutte Ouvrière organise cet automne trois fêtes en province, à Clermont-Ferrand le 15 septembre, à Lyon les 21 et 22 et à Toulouse au début du mois d'octobre.

A cette occasion, nous lançons un appel à tous les artistes, artistes de variétés, troupes de théâtre, musiciens, etc., pour qu'ils viennent bénévolement apporter leur soutien et participer aux manifestations du mouvement révolutionnaire.

en bref... en bref... en bref...

MAROC :

Encore sept opposants fusillés

Sept militants de l'U.N.F.P., le principal parti d'opposition au Maroc, viennent d'être exécutés ; ils avaient été condamnés sur accusation d'avoir fomenté en mars 1973 des attentats à la bombe et d'avoir tenté de mettre sur pied des maquis. Cette affaire du « complot du 3 mars » ne fut d'ailleurs jamais très bien élucidée, mais elle avait permis à la dictature marocaine d'arrêter et de condamner des dizaines de militants d'opposition, et quinze exécutions avaient déjà eu lieu en novembre dernier. C'est donc en tout vingt-deux militants de l'U.N.F.P. qui ont été assassinés à la suite de cette affaire.

Ces nouvelles exécutions viennent au moment où Hassan II laisse entendre qu'il va accorder une certaine libéralisation de son régime, en vue de réaliser la « réconciliation nationale » en renouant les contacts avec les partis d'opposition, notamment l'U.N.F.P. Et la récente libération de dirigeants de ce parti avait été interprétée comme une volonté de détente. Le fait que les personnes libérées avaient été acquitées au procès de Kénitra et que leur libération un an seulement après leur acquittement puisse être considérée comme une ouverture à gauche du régime montre à quel arbitraire la sanglante dictature marocaine avait habitué le monde.

Quel que soit le nouveau visage qu'Hassan II voudrait donner à sa dictature, il sait que son régime ne peut tenir que sur la terreur : terreur envers le peuple marocain d'abord, mais aussi envers les partis bourgeois d'opposition (qu'il craint peut-être encore plus quand il a besoin de leur appui), terreur enfin envers son propre appareil, son armée, dont il a eu à déjouer tant de fois les tentatives de coup d'Etat.

Ce n'est que par de périodiques vagues d'arrestations, de procès, d'exécutions qu'il espère tenir en respect ceux qui pourraient rêver de se débarrasser de lui.

Olivier BELIN

Devant la prison de Loos-les-Lille, lors de la révolte de juillet dernier. (Ph. LO)

ITALIE :

Contre les fascistes, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes

Andréa-Mario Piaggio, le milliardaire italien accusé d'avoir financé le mouvement terroriste d'extrême-droite la « Rose des Vents », est en prison depuis quelques jours. Mais pas dans n'importe quelle prison : la sienne est plutôt du genre prison dorée, dans le Centre clinique de la maison d'arrêt de Trente, un centre ultra-moderne où il reçoit à loisir femme, avocat, médecin, ce qui n'est certes pas le cas du premier détenu venu.

Il est donc « soupçonné » d'avoir fourni plusieurs centaines de millions de lires à cette organisation clandestine, par le canal d'une société immobilière dont il est président.

Pour expliquer une telle arrestation, il faut rappeler qu'à la suite de quelques révélations la police italienne s'est vue contrainte de reconnaître que les attentats terroristes qui alarment l'Italie étaient le fait d'organisations fascistes, et non celui de l'extrême-gauche, comme elle s'efforçait de le faire croire.

Aussi lui fallait-il faire un geste face à l'opinion publique, et l'arrestation de ce milliardaire farfelu et un peu gâteux constitue en fait une parfaite diversion.

Car, depuis des années, l'appareil d'Etat italien se montre totalement incapable de mettre un terme aux nombreuses menées des groupes fascistes, quand il n'en est pas franchement complice.

La seule solution, pour les travailleurs italiens, c'est de ne compter que sur eux-mêmes pour répondre aux fascistes.

Pascale ROBLET

QUALITE DE LA VIE :

De la charité baptisée « charte »

Toute une ville privée d'eau pour cause de pollution, c'est ce qui s'est passé le semaine dernière à La Voulte (Ardèche), parce que le Rhône qui l'alimente, pollué en amont de cette ville, avait pris l'aspect d'un cimetière de poissons.

La Rance, elle, est devenue si dangereuse que la baignade y est interdite. La mer elle-même devient en maints endroits synonyme d'égout, et l'on en est à distribuer des récompenses aux plages les moins sales.

Pour tous ceux qui ne s'habitueraient pas malgré tout à vivre dans la pollution, le gouvernement distribue à pleines mains les faux espoirs et les déclarations fracassantes. Ainsi le ministre de la « Qualité de la vie » a présenté son programme d'action à la presse ; un catalogue de trente mesures où l'on retrouve les éternelles promesses de multiplier les espaces verts et les menaces toutes verbales contre les pollueurs industriels.

Mais le budget de l'environnement représente 0,14 % du budget national ; il sera de 337 millions de francs en 1975, contre 304 millions en 1974 ; autant dire qu'il n'y aura aucune progression, vu l'augmentation des prix.

Alors, puisque rien de plus ne sera fait, que ce sera la même inaction que par le passé, il faut remplacer les actes par le culot. Jarrot, le nouveau ministre, n'a pas craint de parler de « Charte de la qualité de la vie ». De nouveaux espaces verts ? Non, cela coûterait trop cher, mais en cherchant bien on a trouvé dans la région parisienne des bois non ouverts au public (expoudrerie de Sevran, domaine boisé de Beauregard), et il suffit d'un minimum d'aménagements, de planter une belle pancarte « ouvert au public » et le tour de passe-passe est joué.

M.Jarrot a insisté sur le fait que les industriels ne pourraient plus déverser n'importe où les déchets polluants. Mais qui va contrôler, qui va financer ? Puisqu'il n'y aura pas un sou de plus inscrit au budget, on recherche les expédients : financement des collectivités locales (qui n'ont pas les moyens), financement par les amendes. Mais encore faudrait-il pouvoir les recueillir ; or il y a dans la région parisienne en tout et pour tout vingt-neuf commissaires inspecteurs de tous les établissements dangereux. Par-delà les déclarations, les actes sont, eux, moins glorieux ; ainsi, les déchets chlorés très dangereux seront déversés en mer selon un procédé « très faiblement nocif ». Voilà le maximum que puisse faire ce gouvernement. Aménager la misère, la saupoudrer de mots magiques. Nous faire vivre dans l'ordure et la baptiser marche vers la propreté. Pour nous, qu'est-ce que cela change ?

Yvette BLONDIN

PRISONS :

L'exception et la règle

Il ne saurait y avoir de prison modèle réussie, ni de bonne prison. L'idée même de « bonne » prison est une aberration. La lettre envoyée par les détenus suédois de la prison modèle de Kumla à Giscard d'Estaing vient le confirmer et rappeler que tous les discours sur la réforme pénitentiaire et l'humanisation des prisons ne sauraient être que de bonnes paroles creuses, sans effet.

Peut-on en effet prétendre que, pour parvenir à réinsérer un individu, quel qu'il soit, le meilleur moyen soit de l'enfermer, de l'isoler de toutes relations sociales, de lui ôter précisément toute responsabilité sociale, en un mot de le traiter en être sauvage ?

Pourtant, aux dires de **France-Soir,** la prison modèle de Kumla avait « **suscité l'admiration de l'Europe entière. Aseptisée, insonorisée, elle devait contribuer à la réintégration sociale rapide d'individus qui s'étaient fourvoyés accidentellement** ».

Or dans les prisons « modèles » suédoises, comme dans les autres, les hauts murs empêchent de voir le soleil la plus grande partie de la journée. L'isolement des prisonniers (un par cellule) empêche tout sentiment de communauté. Le temps de récréation est inférieur à celui accordé aux animaux dans les chenils ; il en va de même pour la superficie des cours de promenade.

C'est pourquoi, même dans cette prison modèle, on a déjà vu des tentatives d'évasion et même des émeutes.

Preuve est faite, s'il en était besoin, qu'une prison, même modèle, même équipée de télévisions et de bibliothèques, reste une prison et que le droit de sortie et de vacance n'ôte rien au caractère fondamentalement barbare de l'emprisonnement, bien à l'image de la société dans laquelle nous vivons, qui, même lorsqu'elle cherche à adoucir son visage, reste fondamentalement répressive et inhumaine.

C. B.

Il n'y a pas de bonnes prisons, il n'y a qu'une société barbare

Dix surveillants de la prison de Mannheim, en Allemagne fédérale, accusés de corruption et de brutalités envers des détenus, ont été arrêtés ; cinq d'entre eux sont accusés d'être responsables de la mort d'un jeune prévenu, trouvé mort dans sa cellule. Quant au directeur de la prison, il a été licencié.

La presse française a dénoncé ces faits sans faiblesse. Pourtant, des matons qui tabassent à mort des prisonniers, des détenus trouvés morts dans des circonstances « mystérieuses », voilà qui est courant, et pas seulement en Allemagne. Il n'y a pas si longtemps que le jeune Patrick Mirval trouvait ainsi la mort dans la prison « modèle » de Fleury-Mérogis.

Par contre, que, suite à la mort d'un prisonnier, le directeur de la prison soit licencié et les gardiens emprisonnés, voilà qui est plus rare.

Cela parce que les prisons, en France comme en Allemagne, sont remplies de détenus dont beaucoup ne sont que des prévenus, qui subissent cependant le sort commun, fait de brimades, de passages à tabac, voire de sévices plus graves.

Car un détenu, qu'il soit condamné ou simple prévenu, n'a de fait plus aucun droit et ceux qui les gardent ont, eux, tous les pouvoirs, car ils représentent les autorités et celles-ci les couvrent, quelles que soient leurs exactions.

Les brutalités ne sont pas des cas isolés, elles sont inséparables du système répressif de la prison, c'est pourquoi il est rare d'en voir les auteurs sanctionnés. Le plus souvent lorsque l'affaire fait trop de bruit, une mutation ou une sanction administrative et l'affaire est close.

Et ce qui a récemment distingué la France en ce domaine, c'est, devant la révolte des détenus contre les brutalités des gardiens et l'inhumanité du régime des prisons, la déclaration du ministre de l'Intérieur en personne, Poniatowski, autorisant de fait les forces de l'ordre à tirer à vue sur les prisonniers.

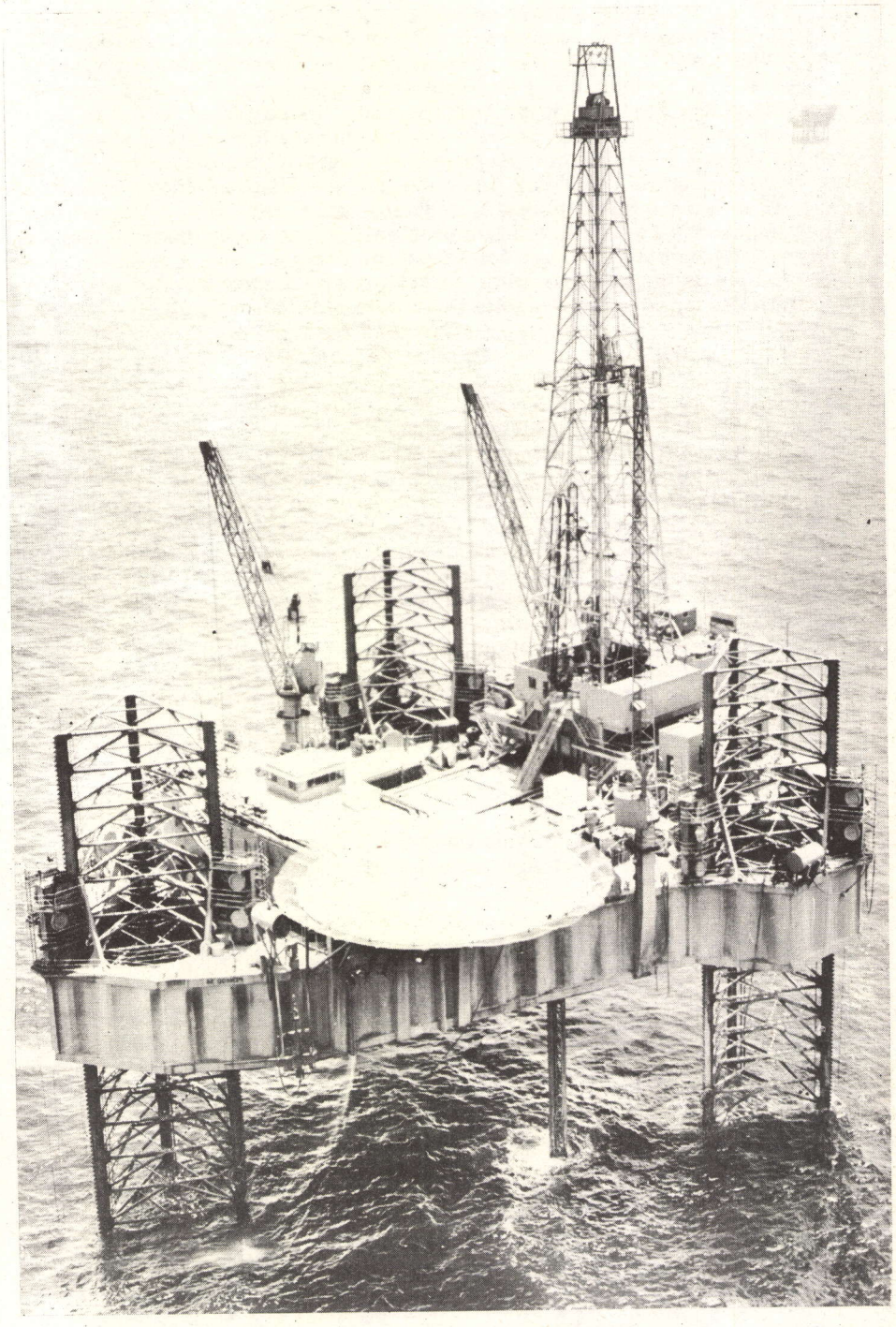
Cécile BERNIER

CARACAS, LA CONFERENCE SUR LE "DROIT DE MER"

LA RUÉE VERS " L'OR BLEU "

APRES plus de deux mois de marchandages, les trois mille délégués des cent trente pays représentés à la conférence de Caracas sur le droit de la mer viennent de se séparer sans parvenir à un accord. Le nombre des participants, comme l'âpreté et la durée des débats, souligne l'importance des intérêts en jeu. Les mers, qui recouvrent 70 % de la surface du globe, recèlent en effet des richesses considérables, bien supérieures à celles des cinq continents. Le pétrole, dont 18 % de la production se fait maintenant « off shore » — c'est-à-dire au large des côtes — est la plus connue de ces ressources, mais bien loin d'être la seule. Depuis déjà des années, les sables, graviers, amas coquillers et boues calcaires qui représentent plus d'un tiers des fonds océaniques sont couramment exploités pour la fabrication de ciment et de béton ; mais, surtout, les progrès technologiques permettent maintenant d'exploiter de façon rentable des minerais plus recherchés tels que le nickel, le manganèse, le cobalt, le chrome, les phosphates. A tel point que, selon certains économistes, le marché de ces minerais pourrait se trouver bientôt bouleversé. Les experts des différents Etats se livrent fiévreusement au recensement et à l'évaluation de ces fabuleuses richesses potentielles : il paraît, par exemple, que la Mer Rouge est une véritable usine naturelle où dorment pour 2,3 milliards de dollars de minerais qui n'attendent que d'être recueillis... Le problème est de savoir à qui « appartiennent » ces ressources naturelles, car cette situation remet bien sûr en cause la réglementation maritime internationale qui remonte au XVIII[e] siècle et fixe à trois milles marins — c'est-à-dire à portée maximum des canons des navires de cette époque — les eaux territoriales des pays riverains. La conférence de Caracas a donc vu s'affronter deux groupes d'Etats. D'une part, les USA, l'URSS, la France et la plupart des pays industrialisés qui estiment que « la mer appartient à tout le monde », c'est-à-dire à eux, puisqu'ils sont les seuls à avoir les moyens d'en exploiter les richesses ; de l'autre, les pays sous-développés qui exigent un droit de regard sur « leurs » mers par la création de « zones économiques » de 200 milles, dont l'exploitation serait soumise au contrôle des Etats côtiers. A la fin de la conférence, les délégués des USA et de l'URSS semblaient prêts, paraît-il, à accepter cette solution dont l'adoption pourtant ne représenterait pas une grande victoire des pays pauvres. Il n'en coûterait en fait tout au plus aux grandes puissances que quelques redevances à verser éventuellement aux Etats qui leur concéderaient l'exploitation de « leurs » mers. L'exploitation des fonds marins exige en effet une compétence technique et des moyens considérables que seules les nations industrialisées peuvent mettre en œuvre. Et, de toute façon, il ne suffit pas qu'une réglementation internationale soit adoptée, il faut avoir les moyens de la faire respecter. C'est d'ailleurs ce qu'a laissé entendre crûment un représentant américain, qui a déclaré que son gouvernement ne pourrait pas s'opposer aux initiatives éventuelles de sociétés « situées hors des Etats-Unis ». Certains trusts, comme le groupe « Deep Sea Venture », qui associe des firmes américaines et japonaises, ont déjà procédé à des études de rentabilité, veulent leur part du gâteau tout de suite et ne sont pas disposés à attendre indéfiniment qu'un accord entre en jeu. Et, en dépit des palabres interminables de Caracas, c'est en fait le rapport de force qui décidera du partage des richesses sous-marines. Il ne peut pas en être autrement dans ce monde. Il est à prévoir que cette ruée vers « l'or bleu » sera source d'innombrables conflits auprès desquels les guerres de la langouste et de la morue que se livrent les pêcheurs brésiliens, français, anglais et islandais apparaîtront comme de bien mesquines querelles.

Etienne DENIAUD.



Le pétrole, l'une des nombreuses richesses des mers. (Ph. UPI)

Le profit contre le poisson et l'homme

OUTRE la mise en valeur des gisements sous-marins, c'est l'exploitation des richesses plus traditionnelles de la mer — la pêche — que la conférence internationale de Caracas sur le droit de mer entendait réglementer. Le développement considérable et anarchique pris par la pêche industrielle au cours des dernières années entraîne une situation extrêmement grave. Seule compte pour les capitalistes de la mer la rentabilité immédiate, au détriment de la reproduction des espèces. Pour trouver des bancs importants de poissons, les navires-usines qui pêchent, traitent et mettent en conserves le thon, la morue ou le hareng sont obligés de s'éloigner de plus en plus loin de leurs côtes d'origine. Ne voit-on pas des navires nippons au large des côtes basques ! Les Etats riverains voudraient donc exercer un droit sur ce qu'ils considèrent comme « leurs » richesses. Droit que seraient prêts à leur accorder à la rigueur les Etats qui arment des flottes de pêche, à condition toutefois de disposer eux-mêmes d'un « droit de suite » sur les poissons migrateurs comme le thon... Un accord sur l'exploitation des océans sera donc bien difficile à trouver et encore plus à faire respecter. On voit mal ce qui pourrait empêcher chaque entreprise de pêche de continuer à procéder au mieux de ses intérêts immédiats. Cela, au détriment, non seulement de ses concurrentes, mais de la préservation des ressources en poisson qui, pour être immenses, ne sont pas inépuisables. Cet écumage des mers par la pêche industrielle a en outre pour conséquence de contraindre les petits pêcheurs traditionnels, qui ne disposent pas d'embarcations leur permettant d'opérer en haute mer et qui voient le poisson se faire rare à proximité des côtes, à utiliser des filets aux mailles plus serrées. Tout cela risque d'entraîner à brève échéance la disparition complète de certaines espèces. Ce véritable massacre s'ajoute aux méfaits de la pollution des mers qui, elle aussi, entraîne la destruction de la faune marine ou rend le poisson impropre à la consommation. Dans certaines régions du globe, comme les îles de la mer du Japon et les côtes d'Afrique où la pêche représentait l'essentiel des ressources, des populations entières se voient ainsi plongées dans la misère. Voilà où conduit la course au profit, l'anarchie et le gaspillage des richesses naturelles engendrés par le système capitaliste ! Organiser rationnellement l'exploitation des ressources de la mer et préserver leur reproduction ne poserait pourtant guère de problèmes techniques dans le cadre d'une société où les activités humaines pourraient être planifiées à l'échelle mondiale. Dans les conditions actuelles, il est à craindre par contre que des mers mortes, comme le sera, les océans ne deviennent tôt ou tard d'après Cousteau, la Méditerranée dans une vingtaine d'années.

E.D.

Les petits pêcheurs, eux aussi victimes du développement anarchique de la pêche industrielle : en 1972, à Saint-Jean-de-Luz, pour attirer l'attention sur leurs revendications, ils déversent des centaines de kilos de maquereaux dans les rues. (Ph. AFP)

Du 15 juillet au 15 août : LA

DES centaines de milliers de travailleurs ont voté Arlette Laguiller au premier tour des élections présidentielles. Beaucoup d'autres, sans aller jusqu'à faire le pas et voter pour notre candidate, ont vu avec plaisir et sympathie ses interventions, partagé plus ou moins confusément ses idées. Toute la classe ouvrière enfin, les paysans, les petits commerçants, la grande masse de ceux qui produisent tout et font vivre l'ensemble du corps social, ont découvert à travers la campagne une image des révolutionnaires qui n'était pas celle qui leur était familière : non point celle d'étudiants contestataires et radicaux, mais celle d'une travailleuse, d'une militante à part entière du mouvement ouvrier. Un courant de sympathie s'est développé, un large écho s'est fait jour.

C'est dans ce contexte que la caravane de Lutte Ouvrière a pris le départ de Paris, le 14 juillet dernier, et a parcouru, durant un mois, les principales stations de Bretagne et du Languedoc-Roussillon. 4.000 kilomètres, vingt et une villes parcourues... le bilan de cette première expérience est largement positif. Partout, dans les villes les plus reculées comme à Nevez en Bretagne, ou au cœur des grandes stations balnéaires comme à Argelès, nous avons rencontré cette même volonté de la part d'une minorité certes, mais d'une minorité non négligeable, de discuter avec Lutte Ouvrière, de mieux connaître nos objectifs, nos perspectives, nos positions sur les grandes questions comme sur les petits problèmes de la vie quotidienne. Les questions, elles nous ont été posées par dizaines et par dizaines : sur la campagne électorale d'Arlette Laguiller bien sûr, mais aussi sur ce qui s'est passé au Chili, sur la violence, sur les grèves, l'inflation, le problème des petits paysans et des petits commerçants, sur le type de société que les révolutionnaires prolétariens veulent construire.

Les vacances sont une période privilégiée. Les travailleurs, souvent pressés par le temps, fatigués et nerveux le long de l'année, n'hésitent pas, en congé, à discuter une heure, parfois deux avec les militants révolutionnaires.

Partout où les municipalités avaient permis que nous nous installions sur une voie passante, comme à Erquy et à Triburden en Bretagne, ou bien à Valras, à Port-Vendres ou à Argelès dans le Midi, notre caravane s'est vite transformée en un véritable forum permanent où, du matin au soir, des personnes, parfois seules, parfois en petits groupes, stationnaient pour lire nos panneaux, venaient acheter notre journal, discuter avec nous.

(Ph. L.O.)

Chaque soir, dans chacune des villes où la caravane s'arrêtait, le marabout était transformé en mini-cinéma : la projection d'un montage de diapositives sur « Qui êtes-vous, Lutte Ouvrière ? » était suivi de la projection d'un film sur la guerre d'Algérie. Puis un débat s'instaurait sur le film, la guerre d'Algérie, les moyens qui auraient pu entraver son déclenchement et la poursuite de la sale guerre, mais aussi, plus généralement sur Lutte Ouvrière, la campagne électorale d'Arlette Laguiller et finalement tout ce qui tenait à cœur aux participants.

Et chaque soir, parfois devant trente personnes, parfois avec plus d'une centaine, la discussion se prolongeait tard après minuit. Ici, en Bretagne, la discussion s'orientait sur les manifestations paysannes, les problèmes régionaux, les bas salaires, le rôle du tourisme, etc. A Perpignan, avec un public presque exclusivement composé de travailleurs immigrés, Algériens et Espagnols, nous avons discuté de la situation en Espagne... et du racisme. Autant de séances, autant de réunions publiques, avec un public populaire, essentiellement ouvrier. Et chaque soir, avec des variations tenant essentiellement à la disposition de l'emplacement qui nous était attribué, un même intérêt pour nos idées. Partout, les militants et sympathisants du PCF ou du PS sont venus dialoguer. Chaque soir les interventions fusaient, souvent polémiques mais très rarement hargneuses, sur le Programme commun, l'Union de la gauche, la candidature Mitterrand.

Et chaque soir, dans une atmosphère de liberté totale que nos critiques s'accordaient toujours à reconnaître, le dialogue, trop souvent empêché, pouvait s'instaurer enfin entre les révolutionnaires et ceux qui voulaient leur poser des questions... ou les critiquer.

Alors, le bilan ? Plus de 1.500 journaux vendus en une vingtaine de jours, des livres, des brochures et surtout, ce qui n'est pas comptabilisable mais qui compte le plus, des centaines d'heures de discussion, des centaines de participants aux débats du soir (cinquante en moyenne en Bretagne et près de quatre-vingts en moyenne dans le Midi) et la propagande faite pour le socialisme... propagande qui finit toujours par porter ses fruits. Car le cheminement de nos idées est certainement lent, mais elles progressent dans la conscience des travailleurs et de tous les opprimés.

■■ LOCMARIAQUER :

Avec un camarade paysan

A Locmariaquer (Morbihan), un sympathisant d'une quarantaine d'années qui, après avoir découvert Lutte Ouvrière avec la campagne électorale d'Arlette Laguiller, avait été un participant enthousiaste de notre fête 74 à Villiers-Adam (Mériel), est venu nous témoigner son soutien et nous prodiguer des encouragements : cette caravane, voilà un moyen sympathique de rencontrer ceux qui connaissaient peu ou mal LO et tout particulièrement les travailleurs des campagnes, souvent bien isolés.

Aussi, tenant à mettre la main à la pâte, ce camarade avait fait quelques dizaines de kilomètres pour nous apporter une banderole rouge de sa composition, des rouleaux de ficelles, etc. Il nous l'a remis fraternellement en nous prodiguant ses encouragements et en nous disant : « Dommage qu'il faille s'occuper de nos bêtes, sinon, je suivrais bien la caravane avec vous durant plusieurs jours. »

■■ VERNET-LES-BAINS :

Les militants du PCF de la ville étaient là...

A Vernet-les-Bains, le milieu des sympathisants ou des militants du PCF, du PS et de l'Union de la gauche s'était visiblement préparé à nous accueillir, et après le film le débat fut engagé presque immédiatement par l'un d'entre eux qui nous attaqua à peu près en ces termes : « *Bravo à Arlette Laguiller, heureusement qu'elle s'est présentée, sans sa candidature, le candidat de la gauche, Mitterrand, aurait eu une chance de passer ; au nom de Giscard d'Estaing, bravo Arlette et merci !* ». Discours qui avec quelques autres calomnies du style « *vous êtes payés* » fut applaudi par une partie de la salle.

Très vite toute la salle, une centaine de personnes, s'engagea dans la discussion, une dame, militante syndicale à Rochefort, déclarant qu'elle avait voté Arlette. Et le ton redevint plus fraternel, surtout que tout le monde reconnaissait qu'Arlette avait dit la vérité, et qu'en fait il était difficile de faire confiance à Mitterrand.

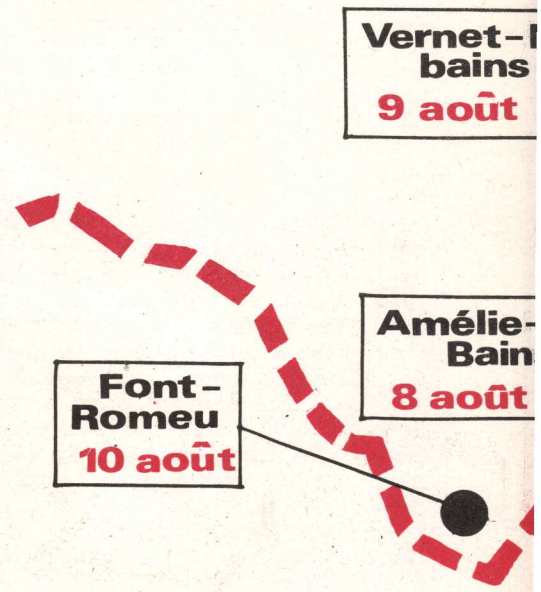
Et la discussion ainsi engagée roula sur tous les sujets, sur l'armée, sur le Chili... tout un chacun reconnaissant qu'il était important et utile de

■■ Rencontre avec un barrage de paysans en colère

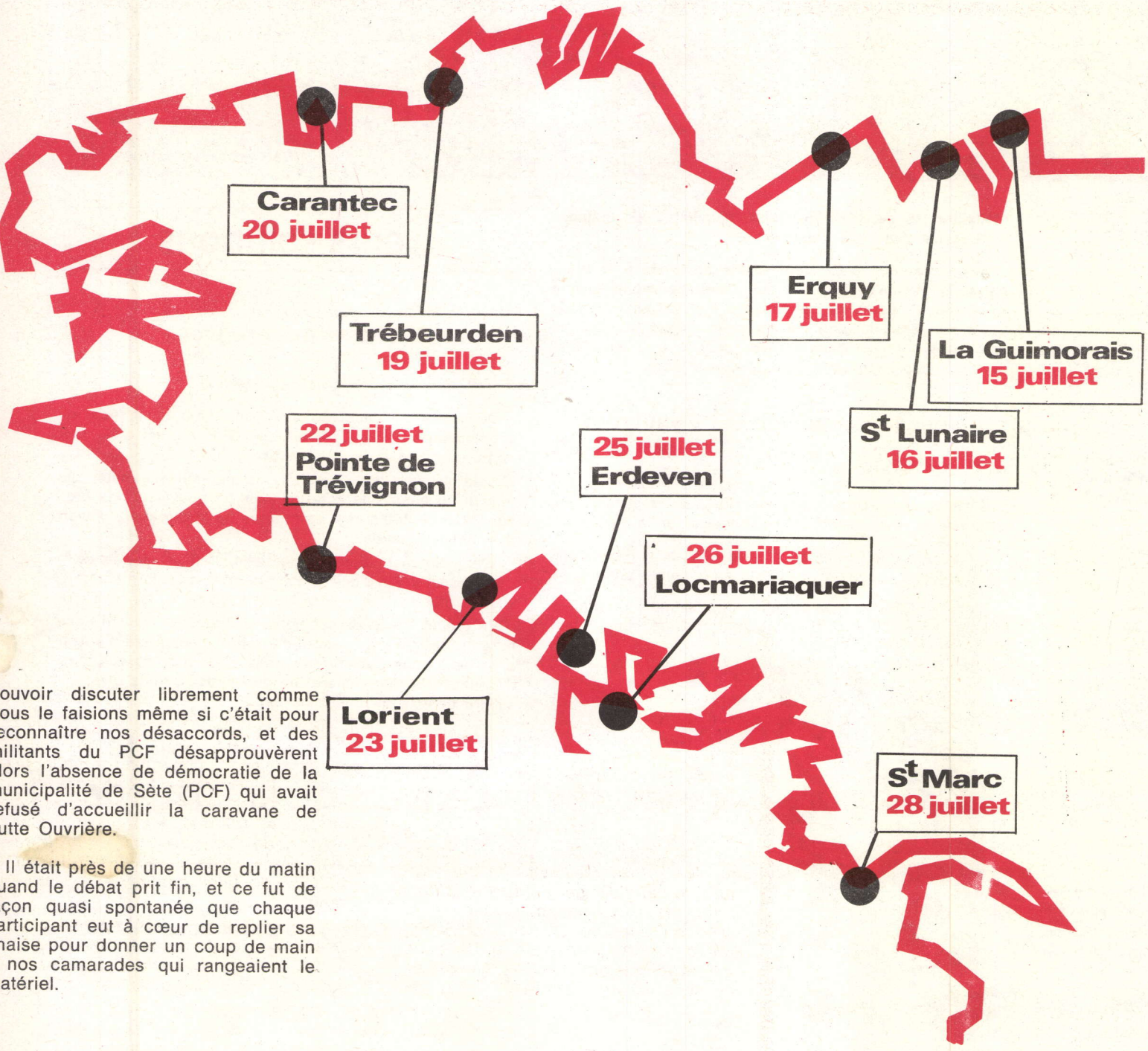
Le 1er août, entre Carcassonne et Castelnaudary, la caravane de LO a été stoppée, avec d'autres véhicules bien entendu, par un barrage de vignerons. Alors que nous arrivions près du barrage, nous avons vu un groupe de cultivateurs, visiblement décidés, se précipiter sur une voiture et, sans autre forme de procès, la renverser sur un bas côté de la route. Un gendarme seul, et visiblement peu désireux de s'interposer, observait prudemment la scène. Après discussion avec les vignerons, nous avons appris que l'automobiliste avait foncé sur le barrage et renversé un cultivateur qui a d'ailleurs dû être transporté à l'hôpital (le lendemain, cet incident fera la une de la *Dépêche du Midi* sous le titre « *Violences paysannes* »).

Puis la discussion s'est engagée avec les paysans pendant plus d'une demi-heure. Ils connaissaient Lutte Ouvrière et avaient suivi la campagne d'Arlette Laguiller. Certains nous ont dit qu'ils n'étaient pas du tout d'accord avec nos idées, d'autres discutaient avec sympathie et lisaient attentivement un article de LO sur le problème paysan.

Puis le barrage a été levé et nous sommes repartis non sans que les paysans nous donnent quelques litres d'un bon petit vin du pays.



CARAVANE DE LUTTE OUVRIÈRE



pouvoir discuter librement comme nous le faisions même si c'était pour reconnaître nos désaccords, et des militants du PCF désapprouvèrent alors l'absence de démocratie de la municipalité de Sète (PCF) qui avait refusé d'accueillir la caravane de Lutte Ouvrière.

Il était près de une heure du matin quand le débat prit fin, et ce fut de façon quasi spontanée que chaque participant eut à cœur de replier sa chaise pour donner un coup de main à nos camarades qui rangeaient le matériel.

■■ LORIENT :

Des participants satisfaits

A Lorient, nous étions installés dans un coin périphérique de la ville, sur un terrain vague situé face à une cité HLM.

A peine arrivés, le marabout monté et les banderoles déployées, nous avons eu plusieurs visiteurs. Un travailleur de la cité, qui est déjà lecteur de notre journal, est descendu discuter un peu... et nous donner plusieurs bouteilles de cidre. Puis une ménagère est sortie de chez elle pour nous dire qu'elle avait beaucoup apprécié la campagne d'Arlette et nous donner 5 F. « Je ne peux donner que cela car je n'ai pas beaucoup de sous ».

Le soir, plus de trente personnes, en majorité venues de la cité HLM — plusieurs personnes inscrites au PCF — ont entamé la discussion sur la nécessité de l'union des forces de gauche et nous ont posé des questions sur ce que nous voulions. Discussions aussi sur la révolte qui venait d'éclater dans les prisons. Et le débat s'est engagé, vif, mais toujours fraternel.

Les heures ont passé et, vers minuit trente, une dame a regardé sa montre en disant : « Déjà minuit et demi, je n'ai pas vu l'heure passer... Il faudrait souvent des discussions comme cela. C'est très bien ». *Puis elle a applaudi à la discussion, applaudissements repris par la salle, visiblement enchantée de cette soirée.*

■■ AGDE :

Rencontre avec la caravane... de Giscard !

Eh oui ! quelques partisans de Giscard faisaient aussi une caravane. Nous les avons rencontrés à Agde où la mairie (UDR), après nous avoir refusé l'autorisation de rester, s'est d'ailleurs sentie obligée d'adopter la même attitude envers les giscardiens, visiblement dépités.

Le dialogue a été extrêmement bref. Un camarade leur a simplement demandé ironiquement s'ils vendaient beaucoup de badges « Giscard à la barre » et s'ils ne se faisaient pas trop engueuler par les estivants mécontents des hausses des prix. Ce à quoi nos dignes interlocuteurs ont répondu mélancoliquement : « *C'est vrai, beaucoup de gens ne comprennent pas les objectifs de Giscard. Et puis, surtout il y a des irréductibles, des démagogues. Les pires ce sont ceux qui sont contre les impôts, sans même savoir pourquoi.* »

Bizarre, non ? Etre contre les impôts sans même avoir étudié un manuel d'économie politique !

■■ ARGELÈS :

300 personnes

Argelès, c'est aussi une immense concentration durant le mois d'août. Quatre-vingt-quatre campings dans la ville et les alentours immédiats, des dizaines de milliers d'estivants. C'est là que la caravane a connu son plus gros succès. Plus de cent journaux vendus dans la journée, trois cents personnes le soir se sont pressées dans le marabout et ont essayé de voir le film. Et ce, bien que nous n'ayons pu, en quelques heures, informer qu'une petite partie de la population de notre présence.

Ceux qui n'ont pu entrer dans le marabout ni même voir le film de l'extérieur avaient des réactions très sympathiques. Bien que visiblement déçus, ils se montraient contents de notre succès, restaient à stationner, à discuter et à lire les panneaux. Et plusieurs, en apprenant que nous ne restions qu'une seule journée à Argelès, nous ont demandé où nous étions le lendemain, pour venir nous voir.

Hôpital : service public ?

un comble

● *HOPITAL SAINT-ANTOINE (Paris)*

Le manque permanent de personnel est particulièrement criant ce mois-ci et ce n'est pas pour autant que l'administration embauche. Elle préfère utiliser des moyens de fortune au détriment des malades.

Comme chaque année, pendant la période des vacances, le premier étage de la maternité est fermé, comme si par miracle les femmes n'accouchaient plus parce que ce sont les vacances ! Et on arrive à la situation aberrante où l'on voit des femmes sur le point d'accoucher trimballées d'un hôpital à l'autre pour trouver un lit.

Dans le service Loygue, un poste est fermé.

Dans le service Gosset, sur décision du professeur Gosset, le personnel étant en nombre tellement insuffisant, seules les urgences sont acceptées. Les malades pouvant attendre pour se faire opérer doivent attendre fin septembre ou aller dans un autre hôpital.

Ailleurs, on se débrouille comme on peut et en comptant sur les élèves qui comme d'habitude bouchent les trous.

En fait l'administration, en refusant d'embaucher du personnel en nombre suffisant, perturbe complètement le fonctionnement des hôpitaux qui, comme tout service public, devraient être ouverts en permanence à la population.

pour nos vacances non plus, nous ne sommes pas des pions !

● *HOPITAL BEAUJON*

Récemment une infirmière, quinze jours avant de partir en vacances, a reçu un contre-ordre de l'administration l'obligeant à prendre ses vacances en septembre sous prétexte qu'il manquait du personnel dans son service au mois d'août.

Si l'administration n'a pas prévu d'organiser convenablement les services, nous, nous prévoyons l'organisation de nos vacances avant de partir !

De quel droit l'administration changerait-elle au dernier moment ce que nous avons prévu ?

nous devons exiger nos repos

● *HOPITAL PITIE-SALPETRIERE*

Pendant les vacances, il est fréquent que des agents travaillent plus de dix jours de suite sans repos afin que le service puisse fonctionner.

L'administration s'en moque bien, du moment qu'elle n'a pas à embaucher de personnel, peu lui importe que des gens se fatiguent durant dix jours et qu'ensuite ils aient les pires difficultés pour obtenir leur repos.

Nous ne devons plus accepter cette situation car nous n'avons pas à payer de notre santé l'incurie de l'Assistance publique.

Nos conditions de travail

pont du 15 août : pénurie de linge

● *CHR PURPAN*

Toute l'année, l'administration nous sermonne sur le respect du malade. Durant le dernier week-end, elle vient de montrer que c'est elle qui se moque des conditions de vie des hospitalisés. En effet, durant le pont du 15 août, la blanchisserie était fermée et rien n'a été prévu pour ravitailler les services en draps. Résultat : les malades sont restés dans des draps sales.

Des stocks de draps sont restés enfermés à la blanchisserie : ils n'avaient pas été distribués avant le long week-end. Pourtant, ce ne doit pas être les cadences de travail qui épuisent ces messieurs de l'administration au point de les rendre incapables de prévoir une distribution de linge plus importante pour quelques jours.

défense de taper sur les tuyauteries

● *FOSSE DECHY (Nord)*

C'est ce qu'on a fini par inscrire sur les tuyauteries, tellement elles sont vieilles et rongées par la rouille.

Il faut dire que la plupart d'entre elles sont récupérées de chantier en chantier depuis de nombreuses années.

Alors parfois le moindre choc fait sauter la dernière couche de rouille et c'est la fuite, qui nous douche copieusement et peut créer de belles flaques comme dans la voie pour aller à 7 bis.

On parle de poursuivre l'exploitation des puits plus longtemps qu'il n'était prévu il y a quelques mois. Dans ce cas les Houillères feraient bien de rénover un peu les tuyauteries — entre autres — si elles ne veulent pas que les voies se transforment en rivières souterraines, parce que, nous, nous n'irons pas travailler en tenue d'hommes-grenouilles.

« sécurité » avant tout

● *CIT (Vélizy-78)*

Le saviez-vous ? Il y a des « mesures de prévention à prendre sans délai » à l'usine de Vélizy, car la « prévention en matière de sécurité est d'une extrême importance » (sic M. le PDG).

Cela, nous n'en doutions pas, et depuis longtemps les syndicats luttent pour cela.

La direction aussi, mais à sa manière. Elle vient effectivement de faire paraître une note de service (il faut bien cela compte tenu de l'extrême importance qu'est la prévention en matière de sécurité) avec pour seule décision (toujours en matière de sécurité) de supprimer sans délai toutes les gravures et rideaux sur les cloisons vitrées des bureaux qui donnent sur les couloirs de circulation afin de faciliter la surveillance... des incendies !

Faut-il dire à messieurs les patrons que la sécurité est une chose sérieuse et qu'après la parution d'une telle note de service on s'aperçoit à quel point ils se moquent de notre sécurité.

Heureusement que le ridicule ne tue pas sinon il y a longtemps que nous serions débarrassés de nos patrons.

Leurs solutions

diviser pour régner

● *THOMSON-CSF (Issy-les-Moulineaux)*

Depuis le 1er juillet, la direction a ajouté un échelon supplémentaire aux OS 2 et aux OP 1, portant ainsi leur nombre à cinq dans chaque catégorie.

Cela dans le but, paraît-il, de permettre à ceux qui étaient au quatrième échelon mais ne pouvaient pas passer P 1 ou P 2, d'après les critères de la direction, d'avoir une petite rallonge.

D'une augmentation substantielle, tout le monde en a bien besoin. Mais d'une marche de plus dans la hiérarchie, tout le monde s'en passerait.

En créant trente-six échelons, la direction, voulant nous faire croire que notre travail est rétribué selon ses mérites, cherche à nous diviser. Mais nous, nous n'avons que faire d'étoiles à la boutonnière, ce que nous voulons c'est un salaire décent, médaillés ou pas.

L'envers de la " période des vacances "

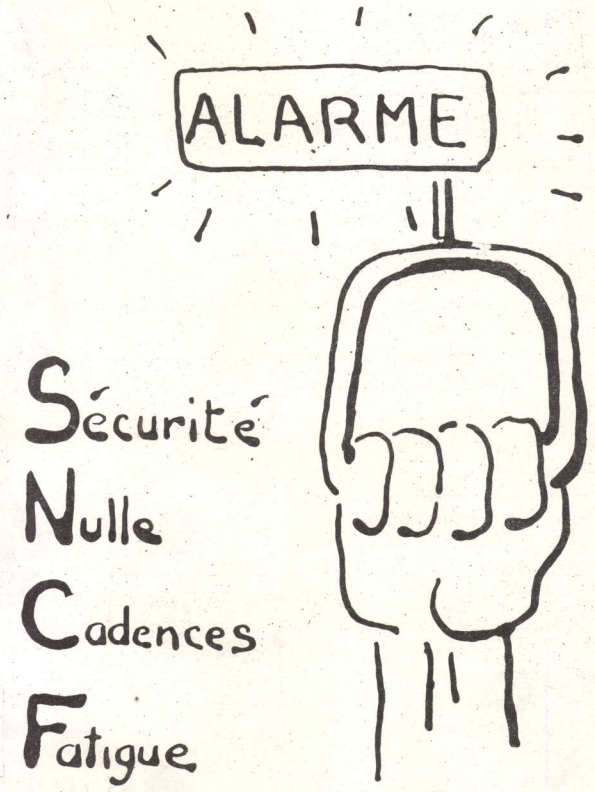
un manque de personnel scandaleux !

● *SNCF (Limoges)*

Déjà d'ordinaire, la SNCF ne marche qu'avec le minimum d'agents. Bien souvent des équipes de six tournent à cinq, voire quatre. Mais en période de vacances c'est bien pire : il n'y a plus de réserve. Par contre les trains supplémentaires, eux, se multiplient.

Et si un camarade tombe malade, il arrive qu'il soit impossible de le remplacer. Alors, c'est à nous de nous débrouiller comme nous pouvons. Et on a déjà vu certains camarades être obligés de travailler seize heures sur vingt-quatre.

Pour nous c'est un supplément de travail, un surmenage inadmissible, des conditions de travail que nous devons refuser. Pour les usagers, c'est un supplément d'insécurité, des risques d'accident qui grandissent.



Mais qu'est-ce que des travailleurs ou des usagers pour la SNCF ? Bien peu de choses. Et elle continue à mener sa politique criminelle d'économie sur notre dos. A nous de lui montrer que nous ne nous laisserons pas faire.

LUTTE OUVRIERE

Creusot-Loire (Le Creusot)

Des employés qui ne manquent pas de souffle !

COMME nous l'avons rapporté dans un numéro précédent, les employés de l'usine Creusot-Loire (au Creusot) se sont mis en grève à quinze jours des vacances d'août. Parti d'un « ras-le-bol » général, le mouvement s'est rapidement étendu à tous les secteurs de l'usine. Or, en même temps que le mouvement prenait de l'ampleur, les grévistes se rendaient compte que la proximité des congés annuels en limitait les perspectives ; et, considéré du simple point de vue tactique, il est certain que démarrer une grève à la veille des vacances est hasardeux. D'ailleurs les employés en étaient les premiers conscients, mais ce qui était le plus important c'est que, pour la première fois depuis trente ans et même plus, ceux que la direction considère comme des laquais relevaient enfin la tête. Chaque employé en grève alors a eu le sentiment que s'opposer à la direction, c'était reconquérir sa dignité. Aussi, vacances ou pas vacances, ils n'ont pas voulu reprendre le travail ; même lorsque la direction a annoncé qu'elle ne céderait rien. A ce moment-là, les employés se sont demandé s'ils allaient continuer un mouvement sans avenir, ou reprendre le travail avant les vacances ; ils ont décidé de continuer, leur dignité valait bien cela !

Trois semaines plus tard, dès la reprise du travail, le lundi 26 août, le problème de la grève s'est reposé. Les syndicats, dans chaque secteur, ont appelé à des réunions d'information et les secteurs les plus chauds en juillet sont repartis en grève illimitée. Ailleurs, les employés ont adopté le principe d'une heure de grève par jour ou d'une après-midi tous les deux jours. En fait, tous les secteurs d'employés de l'usine se sont retrouvés, dès lundi matin, en grève, soit totale, soit partielle.

Cette situation dure depuis une semaine. La direction a répondu non à leur revendication générale, qui est « 250 F pour tous », mais accepte de négocier secteur par secteur ; en fait, cas par cas. Sans trop y croire, les employés ont accepté, car il s'agit surtout pour eux de ne pas reprendre le travail comme s'il ne s'était rien passé.

En juillet, il s'en est passé des choses : derrière leur Comité de grève, les employés ont défilé dans les rues du Creusot, ils ont collé leurs affiches, distribué leurs tracts aux ouvriers de l'usine, inventé et chanté leurs chansons et... terrorisé leur chef de bureau. Tout cela ne s'oublie pas si vite. Aussi, bien que la plupart ne songent pas à se relancer dans un grand mouvement (leurs réticences à unifier les divers mouvements en est la preuve) tous sont contents d'affirmer ainsi que, depuis la grève de juillet, beaucoup de choses ont changé. Voilà l'état d'esprit qui règne dans les bureaux de Creusot-Loire.

Les chefs de bureau ne sont pas très brillants en ce moment, certains ont même fait des « mea culpa » publics, reconnaissant qu'ils auraient dû veiller à la façon de s'adresser à leurs subordonnés, etc.

Alors, on comprend que les employés aient gardé le moral !

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

Peugeot (Sochaux)

LE TRAVAIL PENDANT LES " CONGÉS "

BIEN que la production soit arrêtée pendant les congés, au mois d'août, il reste environ 4.000 travailleurs à l'usine pour effectuer les travaux d'entretien des machines et de transformations des bâtiments, afin que la production redémarre sans perte de temps à la rentrée. Pour ceux qui travaillent pendant cette période, l'exploitation ne cesse pas et est autant ressentie que durant l'année, le peu de sécurité qui existe lorsque la production sort ayant totalement disparu.

Ce n'est que par hasard, après avoir fait le tour de plusieurs ateliers, que l'on trouvera des WC ouverts ; inutile d'y chercher du savon ou un linge de toilette, il vaut mieux apporter le nécessaire de chez soi, pour se laver après une journée de travail. Quant aux vestiaires, ils sont surpeuplés, avec une densité d'environ quatre personnes au mètre carré.

Bien souvent, c'est sans tenue spéciale que nous devons effectuer les travaux de nettoyage ; cela ne choque pas la maîtrise de voir un travailleur en sandalettes dans une fosse pleine d'huile.

Le mois d'août chez Peugeot, c'est aussi les semaines de travail les plus longues de l'année : avant même que débutent les travaux, la direction proposait aux électriciens de travailler pendant le week-end du 15 août, en jouant sur leur conscience professionnelle et leurs maigres paies. La situation n'est pas meilleure en ce qui concerne les entreprises extérieures qui font travailler, malgré la loi, sept jours sur sept chez Peugeot. Nombre d'ouvriers sont payés à la tâche pour des travaux qui nécessitent l'application de mesures de sécurité strictes : peintures en altitude de pylônes et charpentes, etc., et il ne leur reste d'autre choix que de ne prendre aucune sécurité pour avoir un salaire décent. En plus, la direction emploie, pour des travaux de spécialistes, des intérimaires qui n'ont reçu aucune formation préalable et ne sont pas avertis des risques qu'ils courent.

La semaine du 15 août, des travailleurs ont dû décharger des wagons d'acide sans avoir reçu, pour cette tâche, d'effets de protection (gants, combinaisons....). Si l'un d'entre eux avait été brûlé, la direction aurait encore invoqué la fatalité !

La criminelle irresponsabilité de la direction se traduit par le transport quotidien de cinq ou six blessés à l'hôpital, ce nombre augmentant encore en fin de semaine, avec la fatigue accumulée : ce sont les travailleurs qui trinquent.

Et après une journée de travail dans de telles conditions, à la sortie, il faut subir la fouille des voitures : Peugeot tient à rappeler que, dans cette société, rien de ce que les travailleurs produisent ne leur appartient.

Correspondant L.O.

A chaque mois suffit sa peine

Mme Giroud l'avait promis : pour améliorer la condition féminine, tous les mois elle résoudrait un cas. Ce mois-ci, elle a fait du social : c'est, paraît-il, sur son intervention que le ministre des PTT a réduit de deux heures l'horaire hebdomadaire des opératrices des téléphones ou plus exactement de quelques centraux téléphoniques (l'horaire passant ainsi de quarante à trente-huit heures).

C'est que Mme Giroud avait visité le central Archives et avait été effrayée des conditions de travail. On la comprend ! Mais elle ne s'est certainement pas mise au standard trente-huit heures, car elle aurait vu que ce n'est pas deux heures de moins qui suffiront à rendre ce travail supportable, à éviter les perpétuelles crises de nerfs dues au rythme infernal qu'impose le manque d'effectifs...

Et le plus scandaleux, c'est que cette réduction d'horaire ne touche que 1.500 opératrices sur les 18.000 que comptent les téléphones et sur les 120.000 femmes que comptent les PTT. Alors, ce n'était pas la peine de tant faire parler la presse et la radio de l'exploit social de Mme la secrétaire d'Etat à la Condition féminine. Mais il est vrai que, moins on fait de social, plus il faut en parler.

Olivier BELIN.

Il y a quinze jours, F. Giroud faisait déjà du social... en visitant l'usine INOSAF occupée par les employées. (Ph. AFP)

FEUILLETON

Ernst Glaeser
le dernier civil

RESUME

On est en 1927. Accompagné par sa fille Irène, Jean-Gaspard Bäuerle fait route pour l'Allemagne qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique.

A Siebenwasser, l'ambitieux Kalahne, le secrétaire municipal, et son petit groupe de fidèles rallient secrètement la section locale du parti nazi, dirigée par le lieutenant Träger. Ils doivent pénétrer les rouages administratifs pour mieux détruire le régime.

C'est ainsi que Kalahne fait représenter au théâtre municipal Le joyeux vignoble, **dont il dénonce dans une critique le « bolchevisme culturel ». La représentation de cette « ordure juive » est interrompue par les jeunes nazis, à la tête desquels Maria, une prostituée, remarque un garçon en chemise brune. Elle le retrouve à sa sortie du poste de police : il accepte son hospitalité. Dans la nuit, il sort. Maria qui l'attend entend des bruits de vitres brisées.**

Copyright: Editions Bernard Grasset

Quelques pas brefs. Puis le bruit de la serrure. Il vient. Il est là. Il est dans la chambre. Il fait flamber une allumette. « Jürgen » crie Maria. L'allumette brûle, s'éteint. Il est assis à côté d'elle, sur le lit. « Jürgen ! »

« Ça a merveilleusement marché » , dit l'homme, « quatre vitrines fichues aux Galeries Dreyfus. »

Il rit et s'appuie contre Maria.

« Ah, tu es revenu... » s'écrie-t-elle, «tu resteras toujours là. »

Jürgen tombe dans ses bras.

Lentement, l'aube vient.

CHAPITRE VI

Le **Braunschweig** approchait de Bremerhaven. Après le petit déjeuner, Irène était allé dans la cabine, pour ranger les malles. Elle avait laissé son père en bas au fumoir, debout devant la grande carte d'Allemagne, suivant le fleuve de l'index droit. Il prononçait le nom des villes à mi-voix, il avait le regard posé sur la vallée du Neckar et Irène l'entendait lire « Heidelberg — Neckarsteinach — Hirschhorn — Wimpfen — Siebenwasser. »

Il prononçait les noms comme un enfant, presque en épelant, avec une application grave dans la voix.

Irène l'avait quitté sans faire de bruit. Il lui semblait juste et bien de le laisser seul en cette heure. Quand Irène traversa le pont pour aller aux cabines, le **Braunschweig** passait le premier bateau-feu.

Irène était assise sur son lit. Les malles étaient fermées. Par le hublot ouvert, elle vit à l'horizon une mince bande brunâtre.

La brise passait fraîche sur le bateau. La mer était douce et plate. Presque sans bruit, le **Braunschweig** glissait sur la surface miroitante. Il était 3 heures de l'après-midi ; sur la mer et sur la terre ferme où la végétation commençait de verdir le soleil mûr de septembre était arrêté.

Irène quitta sa cabine. Un porteur vint chercher les bagages. Les passagers se rassemblaient dans l'entrepont. Le **Braunschweig** ralentit. La terre venait toujours plus près. Les clochers pointus luisaient dans la patine du cuivre et le vent de la mer courbait les saules vers l'intérieur des terres.

Un gong sonna. Déjà. on apercevait le môle. Irène alla au fumoir. Elle prit son père par les épaules, tendrement.

« Nous sommes arrivés », dit-elle.

Ils montèrent. Ils traversèrent la passerelle.

Quand ils furent à terre, Jean-Gaspard prit son enfant dans les bras.

Le Lycée Frédéric-Charles à Siebenwasser était un bâtiment rouge et sévère, des années 60. Il s'élevait au-dessous du bastion, sur un petit plateau.

Les élèves étaient principalement les fils des fonctionnaires supérieurs ou moyens et, venus des villages environnants, ceux des fils de paysans qu'on destinait à la théologie. L'esprit de l'établissement était extrêmement exclusif, malgré la bonhommie de son chef, le directeur Holzapfel, qui ne dédaignait pas le vin. Mais il était de tradition à Siebenwasser qu'un élève du Lycée Frédéric-Charles montrât la plus extrême réserve dans ses relations avec la population, indiquant par cette distance que sa vie était vouée à d'autres buts que celle des artisans et des commerçants de la ville. Le Lycée était une pépinière de fonctionnaires conservateurs, de cette classe très caractérisée qui s'était formée dans les Etats allemands après les guerres napoléoniennes, amie du progrès dans l'esprit de l'humanisme, mais nettement hostile à toute vulgarisation de son idéal culturel, à toute immixtion du peuple dans sa vie. Sans doute, cette tradition avait subi bien des à-coups — la vague de l'époque wilhelminienne avait fait brèche et laissé pénétrer dans l'enseignement une dangereuse demi-culture — mais toujours on avait réussi à épurer le corps enseignant et à refaire de l'établissement le temple de l'esprit conservateur. Les hauts fonctionnaires de Stuttgart, qui pour une assez large part sortaient du Gymnase de Siebenwasser, avaient obtenu, peu avant la guerre, la création d'une école primaire supérieure. Là les enfants des commerçants, des employés et des autres classes populaires pouvaient obtenir leur brevet de fin d'études. Le gymnase resta préservé de l'idéal d'une demi-culture progressiste et la vieille tradition, qui voulait former un certain type d'homme et non pas un quelconque spécialiste technique, ne risquait plus d'être affadie. Ici régnait Platon, et non pas l'amphithéâtre de physique ou la table de logarithmes. N'importe quel garçon de café peut apprendre les langues vivantes, mais l'homme « beau et vertueux » dans l'esprit de l'humanisme ne pouvait être obtenu que dans un enseignement sévère et exclusif. De hauts fonctionnaires de Stuttgart veillaient sur l'esprit de l'établissement. Ils étaient satisfaits quand on les dénonçait comme arriérés. Car ils ne pensaient pas que l'homme constructeur de moteurs pouvait remplacer l'Esprit, sans lequel il n'y avait ni ordre, ni mesure, ni équilibre harmonieux. C'était un platonisme conservateur qui s'opposait ici à l'anarchie de la civilisation moderne.

Quand le docteur Voss entra en classe, la Première se leva. Il alla au pupitre, s'assit et regarda les visages des jeunes gens debout devant lui. Il regardait chacun isolément, il le faisait toujours au début de chaque leçon. Et fixant ses yeux ombragés d'épais sourcils sur ses 18 élèves, il dit : « Nous arrivons aujourd'hui à la Constitution allemande de 1919. C'est la Constitution dite de Weimar. Vous savez qu'à l'examen, en mars prochain, vous serez interrogés sur les principales dispositions de cette Constitution. Selon un arrêté du Gouvernement, l'éducation civique est matière obligatoire. Il est de mon devoir de fonctionnaire de vous faire un cours sur ce sujet. Mais je dois vous prier de ne pas considérer comme personnelles les vues que j'exposerai. Il s'agit là d'une oeuvre que son origine ainsi que son esprit, et d'autre part mes idées et mon passé ne me permettent pas d'admettre. Mais ceci est une autre histoire, qui n'a rien à voir avec notre pensum. Asseyez-vous ! »

Dix-huit garçons s'assirent et regardèrent leur professeur.

Voss commença à lire. Sa voix était terne, sans sa netteté habituelle. Il lisait des extraits d'un commentaire sur l'origine de la Constitution. Un travail ennuyeux, truffé de dates et de citations.

Dix minutes s'étaient écoulées. Aucun élève n'écoutait plus. Quelques-uns avaient tiré de leurs serviettes les volumes qu'ils avaient empruntés le matin à la bibliothèque de classe et commençaient à lire. D'autres travaillaient à leurs devoirs pour le lendemain et bientôt il arriva que quelques-uns quittèrent leur place et allèrent s'asseoir à côté de leurs amis.

Voss ne levait pas la tête. Le bourdonnement léger des voix passait dans la pièce. Parfois un rire à peine couvert. Finalement, un élève se leva et demanda s'il pouvait aller aux water-closet.

Voss leva la tête.

« Vous savez, messieurs, que vous serez examinés sur ce que je vous lis là. Mais si votre état de santé subit à la lecture de ces paragraphes des transformations curieuses, je ne puis vous empêcher de prendre des mesures en conséquence. »

La Première éclata de rire. Ça, c'était du vrai Voss ! Cette ironie mordante caractérisait aussi les articles qu'il publiait dans les **Annales Prussiennes** sur des sujets historiques.

Les garçons quittèrent peu à peu la salle. Ils avaient établi un roulement pour les occasions semblables : ils sortaient en groupes de trois et, tandis que le premier groupe fumait des cigarettes dans le petit édicule au milieu de la cour, le suivant attendait dix minutes que ce fût son tour.

Hans Diefenbach était assis dans le dernier banc. Il ne participait pas à l'exode. Il trouvait stupide cette façon de manifester. Non qu'il voulût défendre la constitution juive. Mais faire le malin sous la protection, voire avec l'encouragement direct d'un supérieur, cela ne correspondait pas à ses idées de la lutte honnête. Il y a trois jours, ça, c'était autre chose. Les meilleurs hommes de la section étaient allés au théâtre et avaient manifesté contre la démence d'une majorité, ils n'avaient pas eu peur de la police, s'étaient laissés arrêter pour leur idéal de la nouvelle Allemagne. Mais ces camarades, de petits blancs-becs, fils de fonctionnaires, qui regardaient dédaigneusement les garçons de l'école primaire supérieure ! Ceux-là n'en avaient pas le droit... ceux-là non !

Hans regardait devant lui. Dans dix-huit minutes, ça sonnerait. Sur son pupitre, M. le docteur Voss nasillait son sermon civique. D'une voix lasse à dessein, il expliquait ce qu'était un vote de méfiance. Hans pensait au nouveau, qu'on avait vu arriver comme la lune pour le chahut du théâtre. Comment s'appelait-il déjà ? Jürgen Winkler. Il l'avait rencontré hier chez Gerhart Träger, quand on avait discuté le plan de l'exercice de nuit. En voilà un qui lui plaisait. Il avait dit qu'il fallait gagner les ouvriers. Qu'il fallait être socialiste. Et cesser de faire les yeux doux aux vieux fossiles de la réaction. Oui, Gerhart Träger l'avait approuvé, l'avait chargé de rester à Siebenwasser et de lutter pour le socialisme allemand. Et Jürgen avait répondu qu'en dehors des Juifs, il ne haïssait qu'une chose : la réaction.

C'était des phrases que Hans avait pensées depuis longtemps. Son père n'avait-il pas souffert, lui aussi, parmi ces classes que Jürgen appelait réactionnaires ? Qu'ils lui avaient fait la vie dure, parce que lui, capitaine d'active, avait épousé une fille d'artisan ! On lui avait reproché de trahir. Comme si c'était trahir que d'aller au peuple. Maintenant, Père était enterré devant Verdun et Mère vivait de sa maigre pension à Siebenwasser. Qu'était Hans auprès de ses camarades de classe ? Ceux-là avaient des parents dans les ministères ou dans les riches usines. Ils ne parlaient et ne vivaient qu'avec leurs pairs. Que savaient-ils du peuple, ceux-là ?

Des années durant, le fils du capitaine Diefenbach s'était senti mal à l'aise au lycée. Non parce qu'il était pauvre, ce que la craintive tendresse de sa mère essayait de lui cacher soigneusement. Mais il voyait devant lui la carrière dont il était menacé. Après le lycée, on le fourrerait dans un corps d'étudiants en faisant jouer de quelconques relations, il faudrait parler gentiment aux vieux messieurs qui distribuent les places et on le caserait ensuite, lorsqu'il se serait montré bien habile et humble, dans l'administration supérieure ou dans l'industrie. Ainsi du moins parlerait son tuteur, le lieutenant Diefenbach, maintenant directeur d'un établissement de cures d'air à Wernigerode, dans le Harz. Hans avait toujours tremblé de dégoût à cette idée. Quelle vie l'attendait là ? Etait-ce pour ça, pour ça que Père était tombé devant Verdun avec les cent mille autres ?

(à suivre)

cinéma

Luis Berlanga

Grandeur nature

UNE histoire d'amour entre un homme et une poupée « grandeur nature ». Ce n'est pas un gag, ni un film pornographique, ni une histoire de fou. Mais un film sympathique.

En marge d'une société où la vie conjugale, les aventures amoureuses excluent la tendresse, le rêve, la passion, Michel Piccoli retrouve face à cette poupée, qu'il fait vivre à la dimension de ses rêves, les sentiments, les gestes, les émotions simples qu'il ne peut connaître dans la réalité.

Et dans l'ensemble ce film, avec sa tendre ironie, touche le spectateur qui trouve dans cette parodie de grand amour à dénouement tragique — en grande partie grâce au jeu remarquable de Michel Piccoli — une bouffée d'air frais.

Henriette MAUTHEY.

P.S. — Regrettons que, suivant la mode, la publicité mette en évidence l'aspect « érotique » (voire pornographique) de ce film, aspect qui n'est finalement qu'accessoire dans **Grandeur nature.**

livres

Henri de Man

Au-delà du marxisme

LES éditions du Seuil viennent de rééditer **Au-delà du marxisme,** un livre écrit par Henri de Man en 1927.

Henri de Man fut, entre les deux guerres, un des dirigeants du Parti Ouvrier Belge.

Social-patriote en 1914, réformiste bon teint, dirigeant de l'aile droite de la Social-Démocratie belge, défenseur des thèses planistes pour permettre au gouvernement bourgeois de se sortir de la crise de 1929, ministre du roi, il finit sa carrière politique en 1940-41 comme collaborateur de l'occupant allemand.

Avec une telle trajectoire politique, on ne s'étonnera guère que le dépassement du marxisme promis par l'auteur ait pris la forme d'un laborieux pensum de plus de 400 pages où De Man tente de démontrer que la grande faute de Marx et des marxistes est d'avoir ignoré la « psychologie profonde » des masses. En s'appuyant tantôt sur Bernstein, tantôt sur G.B. Shaw et les fabiens anglais, tantôt sur Jaurès ou sur Freud, De Man nous offre une somme assez impressionnante de lieux communs allant de l'exaltation de la religiosité en passant par la négation des classes pour aboutir à une définition du socialisme comme « aspiration éternelle vers un ordre social conforme à notre sens moral ».

Et toute cette nullité théorique est, de plus, servie dans un jargon pseudo-philosophique particulièrement indigeste.

C'est pourquoi on ne suivra pas les préfaciers qui affirment sans rire que « l'oeuvre d'Henri de Man constitue un effort doctrinal » (pour qui ?) et regrettent « la conspiration du silence » (sic) qui entourerait l'auteur et son oeuvre.

Un ouvrage dénué de tout intérêt.

Jean LIEVIN

Editions du Seuil. Bibliothèque politique.

Henri de Man, entre les deux guerres, voulait vaincre la crise et le chômage en proposant de planifier l'économie capitaliste. On a vu ce que valait une telle « théorie ».
(Ph. Viollet.)

SÉLECTION TÉLÉVISION

Mardi 3 septembre

DEUXIEME CHAINE (20 h 35)

LES DOSSIERS DE L'ECRAN.

Une émission sur l'Australie avec le film **La route est ouverte,** un reportage historique sur la grande migration des troupeaux australiens.

Mercredi 4 septembre

DEUXIEME CHAINE (20 h 35)

Une aventure de Sherlock Holmes : **Le chien des Baskerville,** adaptée au théâtre.

Jeudi 5 septembre

PREMIERE CHAINE (20 h 30)

AU CINEMA CE SOIR.

1948. C'est la crise ministérielle en France. Dans les mines du Nord, des grèves éclatent. Le film projeté, **Le point du jour,** de Louis Daquin et Vladimir Pozner, évoque la vie dans une mine du Nord.

TROISIEME CHAINE (21 h 15)

VIVRE A LOISIR.

Cette semaine, **Le soleil noir de l'Aïr.** Un reportage sur l'expédition au Niger d'une équipe de jeunes Marseillais qui devait filmer une éclipse de soleil.

Samedi 7 septembre

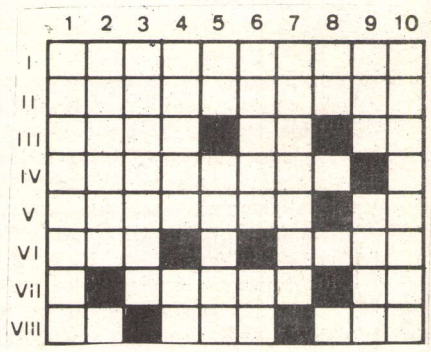
TROISIEME CHAINE (20 h 30)

Un jour mémorable pour le savant M. Wu. Une des premières pièces de Brecht, où celui-ci fait la satire des beaux phraseurs et faux savants.

PREMIERE CHAINE (20 h 15)

Cette semaine l'émission de F. Rossif, **LA VIE DES ANIMAUX** sera consacrée à la mer.

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Continue, même âgé, à faire des petits tas de sable ou des petits bateaux. — II. Presque divinement. — III. Prénom hollywoodien - Abréviation géographique ou clérical - Moitié d'affreux Jojo. — IV. Encore en médecine, mais plus en Chine. — V. Oublier la tombée du soir - Début de série. — VI. Peut finir minus, mais pas minable ! - Divagua. — VII. Total inversé - Adverbe. — VIII. Divisions aux opérations très particulières (initiales) - Voient le jour - Tout rond, quand ça tombe, tout droit, quand ça part.

VERTICALEMENT. — 1. Plutôt eux que les pieds dans le plat. — 2. Dérivée du latin. — 3. Un sel qui ne manque pas de piquant. — 4. Courageux, pas téméraire - Entre L et O, mais pas dans LO. — 5. Ni toi, ni moi - Se dit uni, mais scissionne souvent. — 6. Se touche après une traversée ou un combat - Petit bout de squelette. — 7. Eurent leurs bâtisseurs, et maintenant leurs démolisseurs. — 8. Démonstratif. — 9. Voisin du plastique - On a ça dans le sang, et on en sue ! — 10. Soufflant.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I	A	P	P	A	R	E	I	L	L	E	R
II	S	I	A	M	■	T	E	■	U	■	U
III	C	■	C	I	■	O	N	C	E	■	D
IV	A	L	I	■	F	N	■	R	U	D	E
V	R	A	F	F	I	N	E	U	R	S	■
VI	I	■	I	L	L	E	■	■	■	■	D
VII	D	■	Q	U	E	■	T	E	M	P	O
VIII	E	O	U	E	R	R	E	■	I	O	■
IX	S	■	E	T	■	U	S	■	E	L	I
X	■	■	■	■	R	E	T	I	N	E	S

L'indépendance de la Guinée-Bissau :

Une victoire des combattants africains

L'ACCORD signé à Alger entre le gouvernement portugais et le PAIGC marque la fin d'une guerre coloniale qui aura duré plus de onze ans. Le 10 septembre 1974, la Guinée-Bissau sera indépendante et, si le sort des habitants des îles du Cap Vert ne sera réglé qu'ultérieurement, il leur est d'ores et déjà reconnu le droit formel à l'indépendance et à l'autodétermination.

Onze années d'une guerre coloniale féroce pour aboutir à la reconnaissance de ce droit élémentaire des peuples, l'indépendance ! Cette indépendance est incontestablement une victoire pour le peuple guinéen, une victoire et un espoir pour tous les peuples opprimés nationalement. A commencer par les autres colonies africaines du Portugal, Angola, Mozambique, etc., qui ont engagé le même combat et pour qui s'ouvrent aujourd'hui les perspectives d'une négociation et d'un règlement rapides.

L'accord signé à Alger n'est pas l'œuvre du socialiste Mario Soarez, pas plus qu'il n'est l'œuvre de Spinola, le chef du nouveau régime portugais ; il est le produit direct de la lutte d'émancipation nationale engagée par le PAIGC et menée par les forces vives du peuple guinéen. L'accord d'Alger ne fait qu'entériner la défaite des armées coloniales portugaises en Guinée-Bissau, où le PAIGC avait peu à peu réussi à contrôler la quasi-totalité du territoire. Et non seulement, cette victoire, le peuple guinéen ne la doit qu'à lui-même, mais on peut même dire que c'est à lui que Mario Soarez doit son poste de ministre et Spinola, l'ancien chef des armées coloniales, sa brusque vocation de « décolonisateur » ; à lui et aux combattants d'Angola et de Mozambique qui ont tenu en échec les armées portugaises et provoqué par contrecoup la chute de la dictature.

(Ph. A.F.P.)

Et les révolutionnaires se sentent solidaires de cette victoire, comme ils ont été solidaires de la lutte d'émancipation nationale menée par le peuple guinéen. Mais l'indépendance nationale n'est pas la fin de tous les problèmes. L'immense mouvement de libération nationale qui a soulevé des millions d'hommes depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale a donné aux peuples ce bien inappréciable : la dignité nationale ; mais il ne les a pas libérés de l'esclavage économique et de la misère liés à la division de la société en classes, aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. Ce sont là les limites de la lutte nationaliste.

Le 10 septembre, la Guinée-Bissau sera indépendante. Elle se donnera des institutions et un gouvernement national ; mais au profit de qui, au service de qui sera le nouvel Etat guinéen, de quels intérêts, de quelle classe, quels seront ses liens avec l'impérialisme portugais et l'impérialisme mondial ? Les travailleurs guinéens ne devront pas oublier, dans la fierté et l'euphorie légitimes de la victoire, que tout reste à gagner dans cette société de classes.

Colette BERNARD.

PORTUGAL

Le gouvernement "reconnaît" le droit de grève... et en interdit l'application

IL y a plus d'un siècle, Marx raillait les constitutions « démocratiques » qui inscrivent **« dans le texte la liberté, dans la marge la suppression de la liberté ».**

Aujourd'hui, bien souvent, c'est la liberté qui figure dans la marge et sa suppression dans le texte. Le décret-loi promulgué le 27 août par le gouvernement portugais en est une parfaite illustration.

Désormais, toute grève, au Portugal, devra obligatoirement être précédée d'une période de trente jours de négociations et de tentatives de conciliation avec les patrons. Passé ces trente jours et en cas d'échec des négociations, les travailleurs devront encore respecter un délai de sept jours **« afin d'éviter qu'une interruption n'endommage les équipements ou les produits »** (!).

Sont par ailleurs interdites toutes les grèves à caractère politique, les grèves de solidarité avec une autre profession, les grèves visant à modifier un contrat collectif de travail ainsi que **« les arrêts de travail isolés dans des secteurs stratégiques de l'entreprise qui ont pour but de désorganiser la production ».** Les grèves de fonctionnaires seront réglementées par une loi spéciale. Toute occupation des lieux de travail est déclarée illicite. Illicite également toute grève non soutenue par les syndicats, sauf lorsque ceux-ci représentent moins de la moitié du personnel.

Cela pour la suppression de la liberté. Quant à la liberté elle-même, il s'agit... du droit de grève. Mais oui, le gouvernement portugais reconnaît ce droit-là aux travailleurs. Quel libéralisme !

Deux jours plus tard, un décret de la même eau « reconnaissait » également les droits de réunion et de manifestation. Les réunions publiques et pacifiques sont autorisées **« pour des buts qui ne sont pas contraires à la loi, à la morale, aux droits des individus ou des collectivités, ou à l'ordre et à la tranquillité publics ».** Les réunions qui **« offensent l'honneur et la considération dus aux organes de la souveraineté ou aux forces armées »** sont par contre interdites.

Voilà quatre mois maintenant — depuis la chute de Caetano — que les travailleurs portugais ont fait passer dans les faits les droits de grève, de réunion et de manifestation. Aujourd'hui, le gouvernement ne fait que les limiter d'une manière scandaleuse et grotesque. Le droit est reconnu, son application est interdite. On peut se demander pourquoi, alors, reconnaître tout de même le droit.

La réponse est liée à la situation politique au Portugal. Bien entendu, au Portugal comme ailleurs, l'armée peut intervenir contre des grèves et des manifestations (elle le fait déjà) ou même demain tenter d'écraser la classe ouvrière. Mais pour l'instant, Spinola et le Mouvement des Forces Armées préfèrent s'appuyer sur le PC portugais pour canaliser et endiguer les luttes des travailleurs. Une telle politique n'est possible que si le PC et les syndicats disposent d'une marge de manœuvre, car il n'est pas en leur pouvoir d'empêcher toutes les grèves. D'autant plus que ces organisations, qui sortent à peine de quarante ans de clandestinité, ne disposent encore que de faibles moyens d'appareil pour se faire obéir de leur base. On l'a bien vu ces derniers mois, où de nombreux mouvements revendicatifs ont été menés par les militants du PC en dépit de toutes les exhortations au calme de la direction de ce parti. Et il doit exister de nombreux endroits où les syndicats et le PC n'ont aucune implantation.

Les décrets-lois réglementant de façon draconienne les grèves et les manifestations sont surtout, de la part des militaires, un moyen destiné à faciliter la tâche du PC. Cela est particulièrement visible dans le paragraphe qui interdit les grèves non syndicales.

Mais il s'agit aussi d'un nouvel avertissement au même PC, ainsi d'ailleurs qu'au PS dans une moindre mesure. « Nous vous donnons des moyens juridiques pour limiter au maximum l'agitation ouvrière, à vous de jouer le jeu. »

Le PC portugais ne demande sans doute pas mieux que de jouer le jeu. Mais les travailleurs l'entendront-ils ainsi ? Le jour même où il publiait son décret-loi sur le droit de grève, le gouvernement lançait un ordre de réquisition contre les grévistes de l'aéroport de Lisbonne. Le Parti Communiste condamnait également cette grève, qu'il attribuait aux **« manœuvres aventuristes d'éléments gauchistes qui mettent en péril les intérêts de l'ensemble des travailleurs ».** Le lendemain, la grève n'en continuait pas moins, malgré les efforts combinés du PC et de l'armée...

Jean-Louis CHAMPENOIS.